

# « Les syndicats doivent convaincre les grévistes occasionnels »

**FONCTION PUBLIQUE** À la veille d'une journée de mobilisation, à l'appel d'une intersyndicale, Laurent Frajeran décrypte les stratégies des organisations et les conditions d'un mouvement social réussi.



Le 19 mars, à Paris, Manifestation des fonctionnaires. ALAIN LAFAYE/AGF

**S**ommes-nous à la veille d'un mois de décembre brûlant sur le plan social? Oui, si on en croit les syndicats. Dans la fonction publique, alors que l'exécutif veut notamment introduire trois jours de carence (pas de salaire lors des trois premiers jours d'un arrêt maladie), une intersyndicale (CGT, CFTD, Unsa, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-IP) se mobilise le 5 décembre, avant que FO n'embraye seule du 10 au 12 décembre.

Dans le secteur privé, la CGT, rejointe par Solidaires, travaille à la convergence des luttes pour l'emploi, le 12 décembre, pour endiguer la vague de fermetures d'entreprises et de plans sociaux. Ce même jour, les syndicats de la SNCF (CGT, Unsa, SUD, CFTD) lancent une seconde journée de grève pour sauver Fret SNCF et stopper la libéralisation des TER.

## Comment décrypter la stratégie syndicale dans la fonction publique?

Les syndicats travaillent à une mobilisation à vocation majoritaire. Les fonctionnaires font face à une offensive gouvernementale. Le mécontentement est palpable. Mais, pour le moment, l'élan unitaire de la réforme des retraites s'est essouffé. Les syndicats les plus combats tablent déjà sur une seconde journée d'action. Les précédentes mobilisations ont démontré qu'un exécutif ne recule

pas avec une journée d'action isolée, mais aussi que la grève reconductible ne fonctionne pas dans la fonction publique. Les syndicats devront trouver un équilibre entre réalisme et volontarisme pour créer une dynamique.

## Pourquoi les syndicats de la fonction publique ne convergent-ils pas avec les calendriers d'actions du privé ou à la SNCF?

C'est un choix assez logique. Les mois d'ordre sont sectoriels, sans problème unifiant, comme la réforme des retraites de 2023. Dans la fonction publique, les éléments mobilisateurs sont les trois jours de carence que l'exécutif veut imposer en cas d'arrêt maladie, ainsi que les propos anti-fonctionnaires du ministre. Guillaume Kasbarian est un éléphant dans un magasin de porcelaines. En tirant trop sur cette corde, il renforce la cohésion et la mobilisation des agents. L'exécutif semble en prendre conscience. La ministre de l'Éducation nationale a fini par ne pas reprendre à son compte les outrances de son collègue, en relevant la faiblesse des salaires des enseignants. Ainsi, du côté gouvernemental, deux tactiques sont déployées.

## Dans la fonction publique, les journées d'action sont-elles encore opérantes?

Oui, si elles sont majoritaires et s'inscrivent dans un processus de lutte. Pour les syndicats, le problème est double. D'un côté, la conflictualité recule chez les fonctionnaires d'État non enseignants et reste faible dans la santé et la fonction publique territoriale. De l'autre côté, le dialogue social est réduit à peu de chagrin. Les journées d'action ne sont plus opérantes, par exemple, pour peser sur des négociations avec l'exécutif. Les syndicats doivent donc obtenir un rapport de force plus important, sans pour autant laisser leurs troupes en lançant des journées de grèves à répétition, peu préparées et finalement infructueuses.

## Pourquoi Force ouvrière, premier syndicat de la fonction publique d'État, ne s'inscrit-elle pas dans une dynamique intersyndicale?

La non-participation de FO à la journée d'action du 5 décembre est regrettable, mais ne sera pas décisive à mon avis. Elle représente 17% de la fonction publique d'État et n'a pas la force d'impulser à elle seule une mobilisation importante, d'autant qu'elle est clairement minoritaire dans l'éducation nationale, qui compte pour 80% des grévistes. Pour que cette journée soit une réussite, les syndicats doivent convaincre les grévistes occasionnels. Pour eux, une dynamique générale et une perspective de victoire importent d'abord. L'unité syndicale reste une boussole pour

ceux qui ont l'habitude de faire grève, mais l'absence d'une seule organisation ne me semble pas pénalisante.

## Plus globalement, que reste-t-il de l'intersyndicale de 2023 sur les retraites?

Les rapports intersyndicaux sont meilleurs. Mais les organisations ont repris leurs habitudes. Elles ne sont pas parvenues à travailler à une plateforme revendicative élaborée, à des structures communes souples. Elles pourraient innover en associant davantage les salariés aux grands choix revendicatifs et à la conduite des luttes. Si les assemblées générales réunissent moins de monde qu'avant, les réseaux sociaux et Internet permettent plus de transversalité.

## La CGT table sur une convergence des luttes pour l'emploi dans le privé et à la SNCF, le 12 décembre. La centrale peut-elle tirer bénéfice d'une situation politique instable?

Les mobilisations partent des préoccupations immédiates des salariés. C'est le rôle des syndicats de faire monter le rapport de force et converger ces luttes. La perspective d'une motion de censure peut les stimuler. La CGT s'est remise en ordre de marche, la confédération est de nouveau force de proposition. Mais, en même temps, son discours médiatique est assez politique. C'est sans doute un atout pour unifier ses structures. Mais, attention à ne pas apparaître comme le syndicat de la gauche radicale plus que comme une force utile à tous les salariés. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NAÏM SAKH



LAURENT FRAJERAN  
Socio-historien